

Juillet 2018
N°49

COLLECTION

Les études du Crif



LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

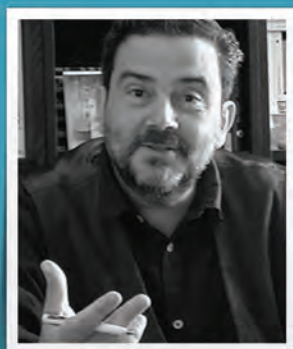
**SUR QUELQUES ENJEUX DU DISCOURS DU PRÉSIDENT
EMMANUEL MACRON LORS DE LA COMMÉMORATION
DE LA RAFLE DU VÉL' D'HIV (17 JUILLET 2017)**

Crif

**LES NOUVEAUX
DÉFIS DE LA
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Georges-Elia Sarfati

*Professeur des universités, directeur de
l'École française d'analyse
existentielle et de logothérapie*



Pierre-André Taguieff

Néo-pacifisme, nouvelle
judéophobie et mythe du complot
N°1 > Juillet 2003 • 36 pages

Marc Knobel

La capjo : une association
pro-palestinienne très engagée ?
N° 2 > Septembre 2003
• 36 pages

**Père Patrick Desbois et Levana
Frenk**

Opération 1005. Des techniques
et des hommes au service de
l'effacement des traces de la Shoah
N° 3 > Décembre 2003
• 44 pages

Joël Kotek

La Belgique et ses juifs : de
l'antijudaïsme comme code culturel
à l'antisionisme comme religion
civique
N° 4 > Juin 2004 • 44 pages

Jean-Yves Camus

Le Front national :
état des forces en perspective
N° 5 > Novembre 2004
• 36 pages

Georges Bensoussan

Sionismes : Passions d'Europe
N° 6 > Décembre 2004
• 40 pages

Monseigneur Jean-Marie Lustiger

Monseigneur Jean-Pierre Ricard
Monseigneur Philippe Barbarin
L'Église et l'antisémitisme
N° 7 > Décembre 2004
• 24 pages

Ilan Greilsammer

Les négociations de paix
israélo-palestiniennes : de Camp
David au retrait de Gaza
N° 8 > Mai 2005
• 44 pages

Didier Lapeyronnie

La demande d'antisémitisme :
antisémitisme, racisme et exclusion
sociale
N° 9 > Septembre 2005
• 44 pages

Gilles Bernheim

Des mots sur l'innommable...
Réflexions sur la Shoah
N°10 > Mars 2006 • 36 pages

**André Grjebine et Florence
Taubmann**

Les fondements religieux et
symboliques de l'antisémitisme
N°11 > Mars 2007 • 36 pages

Iannis Roder

L'école, témoin de toutes les
fractures
N°12 > Novembre 2006
• 44 pages

Laurent Duguet

La haine raciste et antisémite tisse
sa toile en toute quiétude sur le Net
N°13 > Novembre 2007
• 32 pages

**Dov Maimon, Franck Bonneteau
& Dina Lahlou**

Les détours du rapprochement
Judéo-Arabe et Judéo-Musulman
à travers le Monde
N°14 > Mai 2008 • 52 pages

Raphaël Draï

Les Avenirs du Peuple Juif
N°15 > Mars 2009 • 44 pages

Gaston Kelman

Juifs et Noirs dans l'histoire récente
Convergences et dissonances
N°16 > Mai 2009 • 40 pages

Jean-Philippe Moinet

Interculturalité et Citoyenneté :
ambiguïtés et devoirs d'initiatives
N°17 > Février 2010
• 28 pages

Françoise S. Ouzan

Manifestations et mutations du
sentiment Anti-juif aux États-Unis
: Entre mythes et représentations
N°18 > Décembre 2010
• 60 pages

Michaël Ghnassia

Le Boycott d'Israël :
Que dit le droit ?
N°19 > Janvier 2011
• 32 pages

Pierre-André Taguieff

Aux origines du slogan «
Sionistes, assassins ! » Le mythe
du « meurtre rituel »
et le stéréotype du Juif sanguinaire
N°20 > Mars 2011
• 66 pages

Dr Richard Rossin

Soudan, Darfour ; les scandales...
N°21 > Novembre 2011
• 32 pages

Gérard Fellous

ONU, la diplomatie
multilatérale : entre gesticulation
et compromis feutrés...
N°22 > Janvier 2012
• 52 pages

Michaël de Saint Cheron

Les écrivains français du XX^e
siècle et le destin juif...
N°23 > Juin 2012
• 56 pages

Eric Keslassy et Yonathan Arfi

Un regard juif sur la
discrimination positive
N°24 > mai 2013
• 64 pages

Michel Goldberg

& Georges-Elia Sarfati
Une pièce de théâtre antisémite
à la Rochelle
N°25 > octobre 2013
• 60 pages

Mireille Hadas-Lebel

Le Peuple Juif et l'Etat d'Israël
ont-ils été inventés ?
N°26 > novembre 2013
• 16 pages

Suite en page 36



**LES NOUVEAUX DÉFIS DE
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :**
**SUR QUELQUES ENJEUX DU DISCOURS DU PRÉSIDENT
EMMANUEL MACRON LORS DE LA COMMÉMORATION
DE LA RAFLE DU VÉL' D'HIV (17 JUILLET 2017)**

UNE ÉTUDE DE

GEORGES-ÉLIA SARFATI

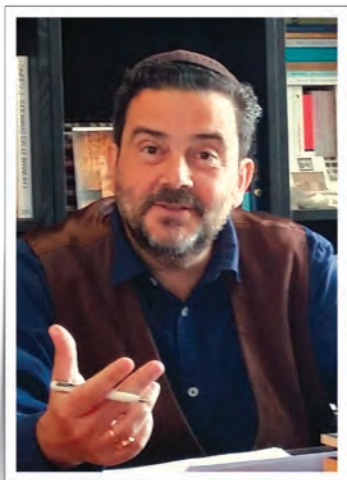
*Professeur des universités, Directeur de l'École française
d'analyse existentielle et de logothérapie*

Crif

**Les textes publiés dans la collection des *Études du Crif*
n'engagent pas la responsabilité du CRIF.**

La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

BIOGRAPHIE



Georges-Elia Sarfati

Georges-Élia Sarfati, linguiste, traducteur, psychanalyste existentiel, essayiste, poète. Professeur des universités (Linguistique française).

Co-fondateur du Réseau de Recherche et d'étude des discours institutionnels et politiques (R2Dip).

Directeur de l'Ecole française d'analyse et de thérapie existentielles (Logothérapie) V. Frankl (Efrate).

Professeur d'études bibliques et de pensée juive à l'Institut Elie Wiesel (Paris), ainsi qu'à l'Université numérique européenne des études juives (Uneej).

SOMMAIRE

BIOGRAPHIE /		page 02
INTRODUCTION /		de 04 à 05
CHAPITRE 1 /	LA MÉMOIRE RÉPUBLICAINE, SES INSCRIPTIONS SYMBOLIQUES	de 05 à 06
CHAPITRE 2 /	DU DEVOIR DE MÉMOIRE À LA MÉMOIRE DU DEVOIR	de 07 à 09
CHAPITRE 3 /	LES INTERMITTENCES DE LA MÉMOIRE	de 10 à 11
CHAPITRE 4 /	LES MUTATIONS DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE ET LE DEVOIR DE VÉRITÉ	de 12 à 14
CHAPITRE 5 /	LA GÉNÉALOGIE DE L'INFAME	de 15 à 18
CHAPITRE 6 /	LES MUTATIONS DE L'ANTISÉMITISME ET DU RACISME	de 19 à 24
CHAPITRE 7 /	L'HOMMAGE RENDU AUX SYMBOLES VIVANTS DE LA DIGNITÉ ET DE LA LIBERTÉ	de 25 à 28
CHAPITRE 8 /	LE NOUVEAU VISAGE DE LA RÉPUBLIQUE	de 29 à 31
CONCLUSION /	OUVERTURE, PERSPECTIVE	de 32 à 33

INTRODUCTION

Comme nous le montrerons tout au long de cette analyse, le discours prononcé lors de la Commémoration de la Rafle du Vélodrome d'Hiver marque une rupture, et inaugure une nouvelle manière d'appréhender l'histoire de France¹. Il se distingue par sa qualité pédagogique, puisqu'il revient en détail sur les faits, en formulant nombre de vues sur leur genèse. Il constitue encore une longue réflexion sur les dynamiques de la mémoire nationale : ses lieux d'inscription, les cadres éthiques de sa verbalisation, ses intermittences autant que ses mutations². Par son acuité et son souci de la vérité, ce discours fait le diagnostic des transformations de la haine doctrinale, raciste et antisémite, identifiant ici et là ses nouveaux marqueurs et ses points

d'impacts humains. A bien des égards enfin, le nouveau Président y expose sa conception d'une République française affermie, désireuse d'authentifier la tradition de valeurs humanistes dont elle procède. Il s'en dégage une vision harmonieuse de la laïcité, attentive au bien commun, autant qu'au rappel d'un socle civique commun. L'hommage rendu aux figures de la Résistance, aux populations victimes de la persécution, notamment aux enfants, incorpore à ces considérations une forte préoccupation morale qui renouvelle, par sa volonté de la contemporanéité, les lois du genre. Il n'est pas exagéré de dire que l'allocution de Juillet 2017 comporte bien des traits d'un discours de politique générale qui met en jeu l'essentiel de la vocation républicaine.

1. Dans une optique comparative, le lecteur pourra se reporter au volume intitulé : *Les Discours du Vel d'Hiv. Ils ont tous dit « La France »*, Avant-propos de Serge Klarsfeld, Paris, F.F.D.J.F., 2012.

2. Le lecteur se reportera à la grande réflexion de Paul Ricœur : *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, Col. « Points/Essai », 2003.

CHAPITRE

LA MÉMOIRE RÉPUBLICAINE, SES INSCRIPTIONS SYMBOLIQUES

La Commémoration de la Rafle du Vélodrome d'Hiver fait aujourd'hui partie intégrante du calendrier républicain. Elle s'enracine dans une ligne politique qui remonte au général de Gaulle, ainsi qu'à François Mitterrand, dont l'attitude consistait à différencier fortement entre la République française et l'Etat français³.

Ce minimum consensuel allait être radicalement dépassé à partir du Président Jacques Chirac, qui fut le premier à incriminer explicitement le régime de Vichy, en lui faisant porter la responsabilité exclusive des persécutions antisémites des années de guerre.

Cette initiative, prise en 1995, dans le contexte du 53^e anniversaire de la Rafle, marquait une césure importante dans la tradition du discours présidentiel, définissant de manière irréversible un nouveau point de vue, à la fois radical et critique, sur la manière de considérer le passé de la France⁴. A plus de dix ans d'intervalle, le même argument se retrouve dans le discours du Président François Hollande, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv⁵.

La mise en cause de Vichy y est étendue à « la France », tandis qu'y est incidemment introduit le thème des « Justes ».

Si le discours de 1995 marque une rupture d'importance, réitérée par le discours de 2015, celui que prononce le jeune Président Emmanuel Macron, en 2017, à l'occasion du 75^e anniversaire de la Rafle, entérine définitivement les acquis de ses prédécesseurs⁶, mais de surcroît prend prétexte de ce motif princeps pour étendre le spectre de son analyse à des questions jusqu'alors jamais abordées.

Ce discours se soutient d'un entour qui enrichit sa portée symbolique, et qui achève de fixer dans la mémoire collective les conquêtes les plus récentes de la recherche historiographique⁷, qui est elle-même l'expression d'une conscience très aiguë des nouveaux défis de notre époque.

C'est l'objet de cette brève analyse de faire apparaître les éléments de nouveauté du discours du Président Emmanuel Macron, lors de la commémoration de l'été 2017.

3. Le 16 juillet 1993, le Président François Mitterrand : Institution d'une « journée nationale à la mémoire des victimes des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français » (1940-1944), Loi n° 2000-644, 10/07/2000. Cette première disposition fut reprise et redéfinie sous la présidence de Jacques Chirac, qui institua par la suite une « journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français, et d'hommage aux Justes de France », Décret n° 2002-994, 11/07/2002.
4. Pour mémoire, voici ce que déclarait le Président Chirac : « Ces heures noires souillent à jamais notre histoire et sont une injure à notre passé et à nos traditions. Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français. Il y a cinquante-trois ans, le 16 juillet 1942, 450 [sic] policiers et gendarmes français, sous l'autorité de leurs chefs, répondaient aux exigences des nazis. Ce jour-là, dans la capitale et en région parisienne, près de dix mille hommes, femmes et enfants juifs furent arrêtés à leur domicile, au petit matin, et rassemblés dans les commissariats de police. [...] La France, patrie des Lumières et des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux ».
5. Lequel déclare, le 22 juillet 2002 : « Ce crime fut commis en France, par la France » (...) Ce « fut aussi un crime contre la France, une trahison de ses valeurs. Ces mêmes valeurs que la Résistance, la France libre, les Justes surent incarner dans l'honneur ».
6. « Alors oui, je le redis ici, c'est bien la France qui organisa la rafle puis la déportation et donc, pour presque tous, la mort des 13 152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet à leur domicile (...) ».
7. Le même jour, le Président Emmanuel Macron inaugure le jardin Mémorial des enfants du Vel d'Hiv. Cet événement fait écho à deux initiatives également significatives : la pause, le 20 juillet 2008, d'une plaque commémorative dans la station de métro Bir Hakeim, ainsi qu'à l'inauguration à Orléans, le 27 juillet 2011, sous l'égide de Jacques Chirac, du Musée des enfants du Vel d'Hiv (Centre d'étude et de recherche sur les camps d'internement du Loiret).

CHAPITRE

2

DU DEVOIR DE MÉMOIRE
À LA MÉMOIRE DU DEVOIR

Une commémoration consiste dans un travail d'anamnèse, dont la fonction n'est pas seulement psychologique, mais également historique. Il y est en effet question de se souvenir, en indexant au souvenir une fonction de rappel, mais de rappel collectif, de manière à fixer dans la mémoire du groupe, dans *le corps de la nation*, les bornes symboliques qui vont permettre de prévenir l'oubli. Le fait que dans son principe la commémoration s'institue sous le rapport de la proclamation à partir d'une source autorisée, en fait une parole distinctive qui, plus que tout autre, aura *droit de cité*. Enfin, dans son principe, la commémoration constitue un processus, avant tout marqué par la régularité de la *répétition calendaire*.

On ne peut comprendre autrement, ni mieux, ce que Primo Levi entendait par la notion de « devoir de mémoire », lorsqu'il en fixait l'impératif dans un entretien devenu aussi célèbre, que paradigmatique.⁸

S'agissant de la Commémoration de la Rafle du Vel d'Hiv, le discours présidentiel de juillet 2017 prend très au sérieux l'idée d'un devoir de mémoire relatif à la période de Vichy. En regard de cette période, dont le rappel demeure toujours le sujet de controverses passionnées, le

propos du Président Emmanuel Macron consiste à privilégier, avec la tonalité solennelle, le parti de l'angle pédagogique. A bien des égards, ce propos constitue une leçon d'histoire. Il semble en effet renouveler le genre discursif commémoratif, dans la mesure où il ne se limite pas à gloser sur le seul évènement de la Rafle, mais ouvre un large spectre thématique, pour aborder jusques aux questions contemporaines. A la dimension proprement historique – à sa fonction d'anamnèse – il ajoute une dimension généalogique mais aussi prospective : la Rafle y est réinscrite dans le contexte de la politique de l'Etat français (1940-1944), aussi bien que resituée relativement à l'ensemble des déterminations qui l'ont rendu possibles, tandis que son évocation précise permet ensuite de suivre à la trace, jusque dans la contemporanéité, les échos, ou les ondes de chocs qui proviennent encore de ce moment meurtrier.

L'auditeur de ce discours, comme le lecteur plus attentif à en déceler les principaux points d'articulation, ne peuvent qu'être sensibles à la dynamique qui en constitue le fil directeur. Le discours de juillet 2017 s'avère *positivement transgressif* par rapport aux lois du genre, puisqu'il fait lien avec une exigence de compré-

8. Primo Levi : *Le devoir de mémoire*, Paris, Mille et une nuits, 1997.

hension de l'intrigue et des logiques de l'histoire, qui n'a généralement pas cours dans un propos dont la ligne vectrice est d'ordinaire celle d'une parole pathétique et simplement évocatrice.

La prise de parole présidentielle est d'emblée informée, d'emblée soucieuse de respecter l'intelligence du phénomène antisémite, d'emblée soucieuse aussi de rendre raison des formes de violence qui fondent la passion antirépublicaine. L'un et l'autre viennent de loin, c'est pourquoi le poids de lucidité de ce discours consiste à tenir ensemble trois formes d'égards : le respect dû à son inscription dans une mémoire discursive désormais bien étayée, le respect dû à la nécessaire critique du relativisme, le respect enfin dû à la non moins nécessaire réévaluation des opinions sur l'époque considérée.

La formulation du discours présidentiel s'autorise, dès les premiers mots, de son inscription dans une tradition commémorative, qui s'est elle-même graduellement structurée, y compris à partir d'une décision politique et morale qui lui confèrent une nouvelle portée :

« (§1) Si je suis ici parmi vous en ce jour sombre et solennel, c'est en effet pour que se perpétue le fil tendu en 1995 par Jacques Chirac, à qui je veux tout particulièrement rendre hommage aujourd'hui, maintenu par Dominique de Villepin en 2005, Nicolas Sarkozy et François Fillon en

2007, poursuivi par François Hollande en 2012 ».

Par suite du rappel des principaux relais énonciatifs qui contribuent à lui conférer sa valeur de mémoire du devoir, le propos présidentiel identifie d'emblée les deux écueils qui menacent de manière constante la pérennisation du souvenir, à savoir le déni et le relativisme :

« (§2) Récemment encore, ce que nous croyons établi par les autorités de la République sans distinction partisane, avéré par tous les historiens, confirmé par la conscience nationale s'est trouvé contesté par des responsables politiques français prêts à faire reculer la vérité (...) ».

« (§4) Je récusé les accommodements et les subtilités de ceux qui prétendent aujourd'hui que Vichy n'était pas la France (...) ».

« (§6) Je récusé aussi ceux qui font acte de relativisme en expliquant qu'exonérer la France de la rafle du Vel d'Hiv serait une bonne chose (...) ».

L'entrée en matière s'autorise enfin d'une mise en perspective des points de vue antérieurs, de deux présidents, qui – ainsi que cela sera rappelé – furent tous deux acteurs de la Seconde Guerre mondiale :

« (§6) ... se serait ainsi s'inscrire dans les pas du général de Gaulle, de Fran-

çois Mitterrand qui, sur ce sujet, restèrent mutiques (...) ».

Cette appréciation subreptice est aussitôt nuancée :

« (§8) ... nous n'avons pas à juger ici le parti choisi par ces deux chefs de l'Etat, tous deux acteurs de la Seconde Guerre mondiale et de ses complexités. Mais rappelons-nous aussi que c'est François Mitterrand qui institua cette journée du souvenir (...) ».

CHAPITRE

3

LES INTÉRMITTENCES
DE LA MÉMOIRE

Un autre aspect inhabituel du discours de juillet 2017 consiste à développer une réflexion assez approfondie sur les attermoissements et les discontinuités de la mémoire collective. Il fournit d'intéressantes explications sur ce que l'on pourrait ici appeler les grandes caractéristiques de l'anthropologie de la mémoire, sinon ses régularités, faites d'émergences et d'enfouissements, de manifestations fortes et de déplacements.

Le Président revient notamment sur les raisons d'un long silence national, il en sonde les causes probables, en montre les ressorts complexes. Il est particulièrement significatif que l'analyse proposée privilégie ici la perspective clinique. Le Régime de Vichy, le fascisme à la française qu'il a incarné et agi, a laissé dans la mémoire française une empreinte traumatique. Et le propre du trauma – c'est-à-dire de la *blessure psychique* – c'est de déclencher des stratégies d'évitement, dont les signes les plus paradoxaux, mais les plus éloquents, tiennent dans le tabou de la parole, ou la transformation tactique de la vérité :

« (§6) Mais il est des vérités dont l'état de la société, les traumatismes encore vifs des uns, le déni des autres a pu brider l'expression ».

A bien considérer la longue durée qu'il aura fallu pour libérer une parole de vérité contenue, comprimée par le traumatisme, c'est-à-dire aussi par le conflit interne endémique, toujours prêts à éclater en violence reconduite, il apparaît que le silence qui en fut longtemps le fruit empoisonné fut moins l'œuvre d'un déni homogène, voire volontaire, que le signe avant-coureur, également, d'une nécessaire maturation. Le silence ainsi compris serait avant tout *un espace de latence*, de latence psychosociologique, finalement porteur d'une ultime vérité :

« (§7) Les déchirures vives qui traversaient la société française ont pu faire primer l'apaisement et la réconciliation. Nos sociétés ainsi s'offrent de ces répit pendant lesquels le travail de la mémoire reste souterrain, pendant lesquels les peuples reprennent leurs forces et doivent se réconcilier peu à peu pour se reconstruire, avant de trouver les mots de vérité qui les guériront vraiment. Avant aussi de retrouver le courage collectif d'affronter les fautes et les crimes ».

L'analyse de ce silence, obéré de culpabilité, mais aussi lourd de contentieux réprimés, eux-mêmes inanalysés, a pu servir de toile de fond à une réconcilia-

tion factice, d'abord toute volontariste, en quelque sorte dictée par les impératifs pratiques de l'après-guerre. Il fallait éviter la guerre civile.

Le fait de faire prévaloir le point de vue anthropologique des intermittences de la mémoire, en refusant d'accorder la priorité au jugement moral, est ici le signe d'un plus grand recul historique. Contre toute attente, c'est avant tout ce souci d'objectivité qui, en suspendant mo-

mentanément le point de vue moral, va, par la suite, permettre de se pencher sur la dimension morale de l'attitude des uns et des autres. Ce que pose ici le discours de juillet 2017, c'est l'affirmation du primat de la recherche de la vérité, compte tenu du fait que, jusqu'alors, l'expression prématurée de celle-ci ne pouvait qu'entraver sa progression. Chaque fois que *l'inaudible* était nommé, la majorité, portée à *se taire*, ne pouvait pas encore l'entendre.

CHAPITRE

4

LES MUTATIONS DE LA MÉMOIRE
COLLECTIVE ET LE DEVOIR DE
VÉRITÉ

La parole de sagesse, selon laquelle « il est un temps pour toute chose... » suppose cette compréhension exacte de ce que nous avons appelé les intermittences de la mémoire. Il ne suffit pas que la vérité soit dite pour faire mouche, il faut aussi qu'elle soit dite au bon moment. Pour être reçue, une vérité doit s'élancer du moment opportun susceptible d'aboutir *sans contradiction le dire, le dit et la saisie pleine et entière de ce qui a été proféré.*

A cet égard, la parole du chef de l'Etat s'impose, 75 ans après les faits commémorés, comme une parole de clarification : C'est une parole qui a pour elle la maturation historique de sa bonne réception, c'est-à-dire de sa réception non déformée. C'est à cette unique condition qu'elle peut aussi s'entendre comme *une parole thérapeutique.*

Compte tenu de ce qui a été dit de la disposition d'une mémoire traumatisée, fut-ce surtout celle d'une collectivité longtemps divisée, vérité et réparation ne vont de pair qu'à condition de surgir d'une historicité adéquate à la maturité qu'elle suppose. Pour être sans appel, la reconnaissance de la vérité ne fait plus désormais fond sur la méconnaissance de l'insupportable, autrement dit sur le savoir insu que nul n'est *affectivement*

disposé à reconnaître.

Si la parole commémorative peut se faire parole de vérité, c'est qu'elle s'enracine désormais, non pas seulement dans les progrès de la connaissance historique, mais aussi dans les prises de conscience, la fonction de diffusion du témoignage, autant que *la succession des générations* :

« (§10) Les témoins et les survivants parlent, les archives s'ouvrent, les historiens travaillent. La société mûrit ses drames et ses deuils. Alors la vérité se fait jour, et elle est implacable, irrévocable. Elle s'impose à tous. La cacher ou l'amoindrir insulte notre mémoire collective ».

Le devoir de vérité permet de *rehausser* le devoir de mémoire, cela lui évite de se scléroser en une idéologie. Parce qu'après tout peut-on, sans lui faire violence, sans forger un artefact, contraindre qui que ce soit à ne pas oublier ? L'expérience historique montre en effet tout le contraire : la mémoire n'a pas le sens du devoir, et c'est pourquoi seule une politique de la mémoire peut lui adjoindre l'impératif du devoir.

Le discours de juillet 2017 confère une signification inédite au principe politi-

co-moral du devoir de mémoire dans la mesure où elle lui adjoint le corrélat du devoir de vérité. Dire la vérité, c'est apurer les comptes, honorer les deux modalités de la vérité : la vérité factuelle et la vérité éthique.

La vérité factuelle suppose l'honnêteté intellectuelle, et préalablement le désir de savoir, tandis que la vérité morale appelle l'aptitude à distinguer nettement entre les valeurs authentiques et les pseudo-valeurs. Toute tyrannie repose sur des contre-valeurs qu'elle voudrait ériger en valeurs, alors qu'il s'agit de normes sans fondement moral : le racisme n'est pas une valeur, le meurtre n'est pas une valeur, la haine n'est pas une valeur, etc. L'idée que le président actuel se fait de la République française est celle d'un cadre politique soucieux de reposer sur d'authentiques valeurs, et soucieux de les authentifier par la reconnaissance de la vérité historique :

« (§11) La France, en reconnaissant ses fautes, a ouvert la voie de la réparation. C'est sa grandeur. C'est le signe d'une **nation vivante** qui sait regarder son passé en face. C'est là le **courage d'un peuple** qui ose son examen de conscience et tend la main aux victimes et à leurs enfants. Tendre la main, **retisser les liens**, ce n'est **pas** s'humilier par je ne sais quelle **repentance**, c'est se grandir, c'est être fort⁹ ».

Il existe une vertu cathartique du devoir

de vérité. Il s'agit d'une double vertu, qui consiste d'une part dans la valeur de l'explicitation de ce qui était su, mais tu, d'autre part dans la valeur de réparation strictement morale de cet effort intellectuel. Loin de maintenir l'ancienne position de l'Etat, qui asseyait le consensus national sur une unanimité obtenue au prix du silence, le discours de juillet 2017 fait de la vérité – factuelle et morale – la condition même de la clarification et de l'élucidation de la mémoire nationale. Cette nouvelle orientation, qui est aussi le privilège de la jeunesse (car la jeunesse seule peut avec une égale détermination épouser le point de vue de la distance historique et le projet de surmonter une histoire qui s'éloigne) permet seule de libérer la collectivité nationale des hantises du passé. Pour cette raison même, comme le dit précisément le texte, on ne saurait assimiler à une « repentance », ce qui procède de l'épreuve de vérité consentie¹⁰ :

« (§12) Je sais tous ceux qui diront que des (...) propos comme ceux que je viens de prononcer, c'est encore rappeler les humiliations de notre pays, c'est une repentance indigne (...) ça n'est rien de tout cela, c'est la responsabilité qui est la nôtre, celle de réconcilier notre peuple jusqu'au bout (...) ».

La vertu dialectique de l'examen de conscience n'est donc pas celle d'un acte de contrition dérisoire, mais tient à un acte de vérité, qui est l'expression même

de l'amour de la justice. Ceci se confirme dans le fait que la recherche de la vérité, qui vaut pour la dénonciation de la faute, vaut aussi pour *la valorisation de ceux qui n'ont pas failli* :

« (§13) Savoir où nous avons failli, qui a failli, c'est aussi regarder avec

plus de fierté ceux qui ont dit non, ceux qui ont tendu la main à leurs frères en humilité et en humanité ».

Le thème ici esquissé de la fraternité colore de son empreinte l'essentiel de ce discours, porté par un mouvement ascendant qui le conduit à son terme.

9. C'est nous qui soulignons.

10. Le lecteur perçoit qu'à cet endroit, le Président fait sans doute allusion aux repentances biaisées auxquelles l'Eglise nous a habitués : cette repentance supposait une différenciation spectaculaire entre les gestes *extérieurs* de sympathie et d'empathie, et l'examen *écrit* très approximatif de ses véritables responsabilités historiques dans la genèse de la judéophobie. Contrairement à la discursivité ecclésiastique, la discursivité républicaine revendique et répercute les acquis de la recherche historique, sans les réinterpréter à son avantage (Cf. G.-E. Sarfati, *Le Vatican et la Shoah. A propos du Document de l'Eglise de Rome : Nous nous souvenons. Une réflexion sur la Shoah.* (Mars 1998), Paris, Berg, 2002.

CHAPITRE

5

LA GÉNÉALOGIE DE L'INFAME

Le discours commémoratif du mois de juillet 2017 entérine fortement le moment de rupture historique que représente l'allocution du Président Jacques Chirac, au cours de la commémoration du mois de juillet 1995. Il y ajoute un nouvel élément de dépassement des autres discours, en passant de l'hommage rendu aux victimes à l'esquisse, entièrement inédite jusque-là, de la généalogie du Régime de Vichy.

Refusant tout réductionnisme, évitant l'écueil de l'hagiographie compassionnelle, l'initiative du Président Emmanuel Macron restitue dans ses détails chiffrés l'ampleur du crime commis par l'Etat français. Cette reconnaissance consiste à faire droit au décompte des victimes, en revenant avec insistance sur les acquis de la recherche historique :

« (§3) Alors oui, je le redis ici, c'est bien la France qui organisa la rafle puis la déportation et, donc, pour presque tous, la mort des 13 152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet 1942 à leur domicile, dont plus de 8 000 furent menées au Vel d'Hiv avant d'être déportées à Auschwitz. Parmi elles, 4 115 enfants de 2 à 16 ans, dont aujourd'hui nous honorons particulièrement la mémoire et pour lesquels je souhaiterais que nous fas-

sions silence ».

Plus explicitement encore que ne l'avait fait le Président Chirac lui-même, le président actuel souligne la responsabilité exclusive de la police, et désigne nommément les artisans directs de la Rafle. L'antisémitisme d'Etat qui régnait alors est ici ramené à ses dimensions proprement humaines :

« (§5) Les 16 et 17 juillet 1942 furent l'œuvre de la police française, obéissant aux ordres du gouvernement de Pierre Laval¹¹, du commissaire aux questions juives, Louis Darquier de Pellepoix¹², et du préfet René Bousquet¹³. Pas un seul Allemand n'y prêta la main ».

Par la suite, ce développement oratoire d'un nouveau style va développer *quatre propositions* fortes, qui habilitent pleinement le point de vue généalogique. En effet, il ne s'agit plus, plus seulement, de condamner le Régime de Vichy avec la dernière fermeté, il s'agit encore d'introduire dans ce plaidoyer à charge les éléments d'un nouveau procès : celui de la formation des conditions qui, sur un peu moins d'un siècle, ont rendu acceptables¹⁴ les énoncés de la propagande fasciste.

Ces propositions, que nous allons maintenant examiner, reposent sur le refus de la réduction de la connaissance à ses poncifs¹⁵ :

(a). Première proposition : ***Vichy ne fut pas une parenthèse***

« (§17) Le fait est là : Vichy put compter sur les ressources vives du pays pour mener sa politique de collaboration. Cette pensée que Vichy fut une parenthèse en 1940 ouverte et refermée en 1945 réconforte la haute idée que certains voudraient se faire de la France ».

« (§18) Il est si commode de voir en Vichy une monstruosité née de rien et retournée à rien ; de croire que ces agents sortis de nulle part reçurent à la libération le juste châtement qui les élimina de la communauté nationale ».

« (§19) C'est commode, c'est commode, mais c'est faux. Et on ne bâtit aucune fierté sur un mensonge ».

(b). Seconde proposition : ***le Régime de Vichy fut un système impliquant toutes les sphères de l'Etat :***

« (§16) (...) il y avait bien Vichy, il y avait bien l'Etat français. Car la France de l'Etat français ne se substitua pas en une nuit à la France de la III^e République. Ministres, fonctionnaires, agents, responsables

économiques, cadres, professeurs, la III^e République fournit à l'Etat du maréchal Pétain la plus grande partie de son personnel. Chacun alors entama son chemin vers l'obéissance active ou passive, vers la Résistance ».

(c). Troisième proposition : ***le régime de Vichy a une histoire***

« (§20) Et je vais vous dire pourquoi il importe de ne pas nourrir cette idée. Je vais vous dire pourquoi il faut toujours que nous ayons à l'esprit que l'Etat français de Pétain et Laval ne fut pas une aberration imprévisible née de circonstances exceptionnelles ».

« (§21) C'est parce que Vichy dans sa doctrine fut le moment où purent enfin se donner libre cours ces vices qui, déjà, entachaient la III^e République : le racisme et l'antisémitisme ».

(d). Quatrième proposition : ***l'histoire de Vichy possède une genèse idéologique.*** Cette histoire s'enracine dans un arrière-plan sociétal déjà ancien et stratifié, qui est celui du climat culturel de la III^e République, dès la fin du 19^e siècle :

« (§29) Seulement, ni le racisme ni l'antisémitisme n'étaient nés avec le régime de Vichy, ils étaient là, vivaces, présents sous la III^e République. L'affaire Dreyfus en avait montré la virulence. Les années Trente lui rendirent un élan nouveau par l'émer-

gence d'intellectuels, de partis, de journaux qui en avaient fait la doctrine ».

La mise au jour du substrat historico-culturel du Régime de Vichy va de pair avec l'identification des concrétions de doxa qui, par strates continues et contigües, ont formé le creuset de la xénophobie et de l'antisémitisme d'Etat : la banalisation du préjugé réactivé en doctrine organisée, les détonateurs d'une opinion hostile qui avait plus d'un demi-siècle d'âge. Cet état de l'opinion qui ne buttait à aucun contre-discours, et fit le lit de la culture du décadentisme fasciste, c'est aussi cette dimension incontestable de l'histoire que le discours de juillet 2017 récuse en éclairant sans ambiguïté la responsabilité criminelle de certains intellectuels :

« (§30) C'est la France de *Je suis partout*, de *Bagatelles pour un massacre*¹⁶,

c'est la France où Louis Darquier de Pellepoix, déjà lui, peut sans être inquiété une seconde proclamer en 1937 : « Nous devons résoudre de toute urgence le problème juif, soit par l'expulsion, soit par le massacre ». C'est la France où l'antisémitisme métastasait dans l'élite et dans la société, préparant insidieusement les esprits au pire ».

Dans l'après-coup, comment ne pas faire le lien entre l'évocation de ces années, et la résurgence, et le caractère constamment endémique de cette forme du fanatisme ? L'analyse de la genèse politique et idéologique du Régime de Vichy est un apport entièrement neuf du discours de commémoration de la Rafle du Vel d'Hiv : au-delà des formules convenues, elle envisage le phénomène génocidaire français à partir de ses résonances dans une opinion longuement travaillée et désinformée, forgée de haute main¹⁷.

11. Pierre Laval (1893-1945) : Plusieurs fois ministre et président du conseil sous la Troisième République, il fut le principal artisan de la collaboration avec l'Allemagne nazie. Chef du gouvernement de 1942 à 1944, à la Libération, il fut reconnu coupable de haute trahison, condamné à mort et fusillé.

12. Louis Darquier de Pellepoix (1897-1980) : Militant d'extrême droite, journaliste antisémite, nommé par P. Laval à la direction du Commissariat général aux questions juives, en 1942. A la Libération, il a trouvé refuge dans l'Espagne franquiste. Condamné à mort par contumace, il n'a jamais été inquiété.

13. René Bousquet (1909-1993) : Secrétaire général de la police du Régime de Vichy (de 1942 à 1943), il fut l'organisateur de la Rafle du Vélodrome d'Hiver, ainsi que de la Rafle de Marseille. Il réussit à échapper aux procès de la Libération, mais fut assassiné alors que l'instruction de son procès pour crime contre l'humanité était en cours.

14. La perspective généalogique est introduite pour la première fois dans le discours commémoratif, afin d'éclairer une *conjoncture explosive*. Il s'agit d'un regard rarement porté, et assez peu représenté dans le domaine de l'analyse des discours. Il revient surtout à Jean-Pierre Faye d'en avoir démontré la pertinence, depuis l'étude désormais classique des *Langages totalitaires* (Paris, Hermann, 1972, réédition augmentée : 2004). L'argument premier de cette approche consiste à postuler que « la langue, en se changeant, change les choses ».
15. Poncif psychologue, poncif de la personnalisation. Le premier poncif consiste à ramener l'explication d'une conjoncture à la psychologie présumée de ses acteurs les plus visibles ; le second poncif consiste à limiter au paramètre du seul tempérament de quelques individus (par exemple, les "décideurs" du moment) le tour pris par les événements. C'est cette double présupposition que bat en brèche ce passage du discours présidentiel : « (§20) (...) Je vais vous dire pourquoi il faut que nous ayons à l'esprit que l'Etat français de Pétain et Laval ne fut pas une aberration imprévisible née de circonstances exceptionnelles ». La suite du texte s'emploie à éclairer cela.
16. Ces références, peut-être d'emblée parlantes pour une génération déjà informée, apportent sans doute, pour les auditeurs et lecteurs non avertis, les termes d'une initiation nécessaire aux dimensions culturelles du fascisme ordinaire. Rappelons que le premier titre (*Je suis partout*) est celui du principal journal collaborationniste, publié par Arthème Fayard, à partir de 1930, et qui parut régulièrement jusqu'en 1944, tandis que le second titre (*Bagatelles pour un massacre*) est celui de l'un des pamphlets génocidaires de l'écrivain Céline (1894-1961), auteur du *Voyage au bout de la nuit* (1932). Il n'est pas fortuit que le discours présidentiel, en cette occasion, évoque la figure de Céline, dont le cas, toujours sujet à controverse, n'en finit pas d'agiter l'imaginaire français. Dans leur récente étude : *Céline, la race, le juif*, Paris, Fayard, 2017. Pierre-André Taguieff et Annick Duraffour ont fait justice de l'ambiguïté qui ne cessait de régner sur ce personnage.
17. Le discours soutient, du reste, dans le même ordre d'idée, le parallèle avec le phénomène nazi : « (§34) Hitler, ce n'est pas d'abord le III^e Reich. Ce n'est pas 1933. Hitler c'est d'abord et déjà *Mein Kampf* (...) ».

CHAPITRE

LES MUTATIONS DE
L'ANTISÉMITISME ET DU RACISME

Comme cela est souligné, les mutations de l'antisémitisme sont visibles, et reflètent également celles de la société française. Naguère, en effet (sous la III^e république, notamment au moment de l'Affaire Dreyfus), le signe juif criminalisé agrégeait à part égale le soupçon antijuif et le soupçon xénophobe : « le » Juif représentait à part égale une figure d'inquiétante étrangeté, qui tenait autant à la racialisation de son appartenance présumée, qu'à son rejet viscéral en qualité d'étranger invétéré. Cela est visible dans l'anthropologie issue des Lumières, tout autant que dans ses élaborations idéologiques et guerrières, avec le point culminant qu'a constitué le racisme biologique nazi. L'idéologie française aussi, sous le rapport de ses franges fascistes, a eu sa pseudoscience et ses pseudo-experts : l'Exposition du Palais Berlitz : *Le Juif et la France*, ou des brochures telles que : *Comment reconnaître le Juif* (paru en nov. 1940), de l'indigne professeur Montandon¹⁸, ont, en leur temps, témoigné de cette contamination. L'antisémitisme érigé en doctrine d'Etat présentait, des deux côtés du Rhin, d'importantes affinités.

Il est un fait, qu'après la défaite militaire du III^e Reich, et les multiples dénonciations du racisme, ainsi que sa requa-

lification aussi bien scientifique qu'historique et idéologique¹⁹, le signe juif a été revisité d'une toute autre manière. Il est pour ainsi dire devenu le seul point d'investissement de l'antisémitisme idéologique – notamment à partir des différents recyclages des textes canoniques de la littérature conspirationniste, en particulier des *Protocoles des Sages de Sion* –, cependant que le préjugé xénophobe s'est massivement déplacé sur des fractions de la population française issues de l'immigration musulmane, notamment maghrébine²⁰. Une forme de différenciation s'est produite dans l'opinion, qui est par conséquent de nature à dissocier le racisme de l'antisémitisme (bien qu'à strictement parler, il serait plus exact de parler d'antijudaïsme). Ce fait culturel se reflète avec une grande précision dans les transformations de l'usage linguistique²¹.

**La persistance du préjugé
raciste et antisémite**

Le discours de juillet 2017 distingue nettement entre les modalités de l'antisémitisme et du racisme : celles d'une formation idéologique érigée en politique d'Etat, et celles, contemporaines, d'une résurgence liée aux transformations de l'archive judéophobe, par recyclage ou remaniement de ses schèmes :

« (§32) La barbarie se forge d'abord dans les esprits. Ce sont les idées et les mots qui, progressivement, font sauter les digues de nos consciences, font reculer la civilisation, qui nous habituent à écouter, à accepter des paroles que nous ne devrions même pas entendre ».

« (§35) (...) il nous faut ouvrir les yeux, regarder la réalité en face. En France, aujourd'hui, cette corruption des esprits, cet affaiblissement moral et intellectuel que sont le racisme et l'antisémitisme sont encore présents et bien présents. Ils prennent des formes nouvelles, changent de visage, choisissent des mots plus sournois ».

« (§36) Il suffit pourtant de s'y arrêter un instant pour percevoir à jour, derrière les nouvelles apparences, le vieux racisme, l'antisémitisme le plus recuit ».

La dénonciation et la condamnation du racisme et de l'antisémitisme de l'Etat français permettent la disqualification définitive de la politique de collaboration pronazie dont le Régime de Vichy s'est rendu coupable :

« (§22) Je voudrais en ce jour que ces deux mots (racisme et antisémitisme) que l'on galvaude parfois résonnent de tout leur métal. Je voudrais qu'on entende bien le poids d'abomination et de malheurs qu'il porte, car ces enfants dont nous avons vu il y a

quelques instants le prénom, le nom, l'âge inscrits sur le mur du square des enfants du Vel d'Hiv ne furent victimes de rien d'autre que du racisme et de l'antisémitisme ».

A cet endroit s'éclaire le caractère synchrétique de la doctrine fasciste de Vichy, puisque le propos présidentiel explicite la logique et le mode de justification d'une violence érigée en système :

« (§23) Racisme parce que leurs parents étaient étrangers quand eux-mêmes étaient pour la plupart Français. Antisémitisme parce qu'ils furent raflés en tant que Juifs ».

« (§28) Ce supplice, leur supplice, qui défie l'entendement, qui défie les mots a commencé ici, le 16 juillet 1942 au matin, parce qu'en France dans la conscience de citoyens français, de dirigeants politiques français, de fonctionnaires français, de journalistes français, l'antisémitisme et le racisme avaient fait leur chemin insidieusement, lentement ; avait rendu l'infâme tolérable jusqu'à en faire une évidence, jusqu'à en faire une politique d'Etat : la politique collaborationniste ».

Comme nous l'avons vu, en examinant la thématique généalogique de l'antisémitisme d'Etat, le discours présidentiel rompt aussi avec le seul jugement rétrospectif, pour autoriser une mise en perspective des événements historiques,

susceptible de dégager un point de vue prospectif sur notre époque.

La critique de la désymbolisation contemporaine

Ce discours s'attache tout particulièrement à repérer les mutations du signe juif dans l'imaginaire antisémite, tout en s'efforçant d'identifier les invariants de cet imaginaire. Ces invariants schématiques rencontrent sans doute à notre époque, à travers les mutations technologiques en cours, des formes de propagation inédites, qui sont aussi l'indice d'un processus de désymbolisation – c'est-à-dire de perte de repères – dangereux :

« (§41) Théorie du complot planétaire, fantasmes sur la finance mondiale, iconographie insidieuse, angoisse identitaire mobilisant les clichés les plus toxiques, tout cela se diffuse à grande vitesse et atteint des esprits crédules ou perméables ».

Cette perspective concerne les modes de production mais aussi de reproduction de cet imaginaire, en grande partie soustrait à la connaissance historique, imperméable à la critique du préjugé :

« (§42) le racisme et l'antisémitisme disposent pour réaliser leur travail de sape de moyens inédits de propagande. Les réseaux sociaux en sont les grands pourvoyeurs et nous n'avons pas encore pris la mesure de

leur influence à cet égard (...) ».

Les méfaits du nouveau racisme et les crimes du nouvel antisémitisme

Le repérage des mutations de la violence sectaire conduit tout naturellement à pointer du doigt les expressions contemporaines du racisme. Celui-ci constitue un fléau toujours actif. La manière dont le discours présidentiel l'aborde indique une grande sensibilité aux problèmes humains et sociaux que pose le délitement du lien civique dans certaines parties du territoire national, peu à peu constituées en zone de non-droit²² :

« (§37) Le racisme ordinaire pullule dans le vocabulaire, dans les caricatures. Il ferme le marché du travail à de jeunes gens que stigmatisent un nom ou un prénom. Les conflits du monde s'invitent dans certains territoires de notre République, créant des divisions qui chassent les enfants juifs de certaines écoles ou enferment sur leur communauté des familles issues de l'immigration ».

Ce passage comporte une allusion à peine voilée à l'antijudaïsme qui règne dans certaines banlieues, en usant d'une expression devenue usuelle dans le langage journalistique : « les conflits du monde s'invitent dans certains territoires ». Cet euphémisme donne à penser.

Il est significatif que, faute du recul his-

torique, qui prévaut pour rendre raison des exactions du Régime de Vichy, le discours présidentiel demeure ici entièrement descriptif, il ne cherche pas à éclairer la situation qu'il réproouve par une quelconque remontée aux causes probables. Néanmoins, le propos reste attentif au soubassement psycho-social d'une violence disruptive, qui est, une fois de plus, comme souvent, l'expression de la désymbolisation préalablement dénoncée :

« (§38) Et puis un jour, parce qu'on s'est tu, parce qu'on n'a pas voulu voir, le passage à l'acte intervient. Alors ce qui était des mots, ce qui n'était chez les uns que de la haine formulée différemment et chez les autres une forme de lâcheté ou une complaisance à ne pas vouloir voir, alors cela devient des vies fauchées et des gestes qui tuent ».

Cette observation sert habilement de transition à l'évocation des victimes les plus récentes du fanatisme. De manière subtile, sans jamais la désigner, il s'agit, à travers la liste des personnes qui ont perdu la vie, de stigmatiser la haine antijuive des assassins. Si la grande majorité de ces victimes le sont du fait de l'antijudaïsme de tueurs d'origine musulmane, gagnés à l'idéologie djihadiste, le discours ne manque pas de donner mention des autres victimes. Ici le Président Emmanuel Macron inclut dans une même énumération toutes les victimes de la violence, raciste et antijuive, stigmatisant son caractère idéolo-

gique manifeste.

Par contraste marqué avec l'évocation chiffrée des victimes de la Rafle du Vel d'Hiv, celle des victimes du nouvel antisémitisme est directement liée à une référence nominale. Leur seule mention connote le souvenir d'événements encore très récents dans la mémoire nationale. Comme l'auditeur et le lecteur peuvent en juger, les noms propres, rappelés à la mémoire de la nation, sont aussi bien ceux des victimes du nouvel antisémitisme (I. Halimi, Sandler, Monsonegro ; Cohen, Braham, Saada, Hattab, et S. Halimi), que de la xénophobie d'une certaine extrême droite (Bouarram), ou du fanatisme religieux (le Père Hamel) :

« (§38) Ilan Halimi, Jonathan Sandler et ses deux fils Arie et Gabriel, Myriam Monsonegro, Yohan Cohen, Philippe Braham, François-Michel Saada, Yoav Hattab l'ont payé de leur vie. Brahim Bouarram aussi. Le père Hamel aussi. Et malgré les dénégations du meurtrier, la justice doit faire désormais toute la clarté sur la mort de Sarah Halimi ».

Cette longue liste de noms permet de revisiter les actes de violence, idéologiquement motivés, qui ont ensanglanté la France entre 1995 (peu avant le second tour de l'élection présidentielle) et 2017 (avec l'assassinat de Sarah Halimi), en passant par le crime du « Gang des barbares », emmené par Youssouf Fofana (janvier 2006), les crimes de Mohamed Mérah (mars 2012) et d'Amédée Coulibaly (janvier 2015).

A cet endroit, il s'agit moins de confondre la nature des exactions commises que de suggérer l'unité de la nation, frappée à travers toutes ses représentations identitaires ou philosophiques par le même fanatisme²³.

L'enjeu du propos présidentiel à cette étape du discours est d'inclure dans une même réprobation toute violence commise sur le territoire de la République au nom d'une idéologie sectaire (nationaliste, ou bien religieuse). Cette mise à égalité des victimes tend à les honorer dans le cadre du seul référentiel laïque, de manière à réaffirmer la règle fondamentale de la séparation des instances, *et, simultanément*, de l'obligation du respect des différences individuelles :

« (§41) Chaque synagogue, chaque mosquée, chaque église, chaque temple, chaque cimetière profané ou vandalisé doit nous alerter ».

La dénonciation du nouvel antisémitisme

Le discours de juillet 2017 introduit encore une perspective inédite, qui consiste cette fois dans la dénonciation de ce qu'il est convenu d'appeler le nouvel antisémitisme. Là encore, le Président fait rupture, en abordant de façon audacieuse le problème que pose à l'Europe le recyclage de l'antisémitisme historique sous la guise de l'antisionisme.

La dénonciation de la plus récente moda-

lité de la judéophobie intervient presque à la fin du discours commémoratif, de manière discrète mais lapidaire et nette :

« (§59) Alors oui, nous ne céderons rien aux messages de haine, **nous ne céderons rien à l'antisionisme qui est la forme réinventée de l'antisémitisme**²⁴. Et nous ne céderons rien à toutes celles et tous ceux qui, sur tous les continents, cherchent à nous faire renoncer à la liberté, cherchant à recréer les divisions, cherchant à nous faire renoncer à cette humanité, notre démocratie, notre République ».

Par elle-même, cette «petite phrase» constitue une véritable mutation de la position officielle de la France. Sa formulation, dans le contexte de l'allocution commémorative de la Rafle du Vel d'Hiv, est des plus significatives. Elle indique d'abord que, sur ce terrain aussi, les mentalités ont changé, et qu'après des années de maturation, il est devenu incontestable que les nouvelles formes de la propagande antijuive ont atteint des points de mue qu'il n'est plus raisonnable de nier. La dénonciation présidentielle vient en un sens de «très loin», il n'est pas douteux qu'elle témoigne, autant que le début du discours, d'une sérieuse prise en compte des analyses les plus récentes²⁵. De même qu'il s'y est employé, en examinant les racines de l'antisémitisme historique, ici, le discours présidentiel s'attaque à l'« évidence » (§28) que constitue le déplacement sur l'Etat d'Israël de l'argumentaire judéophobe pluriséculaire²⁶.

18. George-Alexis Montandon (1879-1944) : Théoricien raciste et antisémite, directeur de l'institut d'étude des questions juives, il fut l'organisateur de l'exposition de propagande antijuive du Palais Berlitz (Paris 75009), qui s'est tenue entre le 5 septembre 1941 et le 15 janvier 1942). Marc Knobel, « George Montandon et l'ethno-racisme », in Pierre-André Taguieff, *L'Antisémitisme de plume, 1940-1944*, Paris, Berg International, 1999, p. 277-293.
19. Sur ce point, il convient de s'intéresser aux travaux de Léon Poliakov, ainsi qu'à ceux de Pierre-André Taguieff.
20. Identifié par l'expression convenue de « racisme anti-arabe ».
21. Le lecteur pourra se reporter à note étude : *Discours ordinaire et identités juives. La représentation des Juifs et du Judaïsme dans les dictionnaires et les encyclopédies de langue française, du Moyen Age au Vingtième siècle*, Paris, Berg International, 1999.
22. Le passage cité revient implicitement sur les apories qui ont été traitées par Emmanuel Brenner/ Georges Bensoussan, dans l'enquête désormais classique : *Les territoires perdus de la République*, Paris, Fayard, Col. « Pluriel », 2015.
23. Il est simplement surprenant que l'allocution ne mentionne d'aucune manière les exactions des frères Kouachi contre la rédaction du journal satirique *Charlie Hebdo*, commises au même moment que les crimes perpétrés dans l'Hypercacher par leur comparse Amédée Coulibaly.
24. C'est nous qui soulignons.
25. Sur ce plan aussi, Léon Poliakov fut pionnier : A la suite de sa monumentale *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Calmann-Lévy, 4 Vol., 1955-1977, repris en 2 tomes (Le Seuil Col. « Points/histoire », 1991), il fut l'un des premiers à montrer les reformulations de la judéophobie classique dans le registre de l'antisionisme, notamment dans deux essais qui font date : *De l'antisémitisme à l'antisio-nisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, ainsi que : *De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation*, Paris, Calmann-Lévy, 1983. Les autres études significatives accompagnent le développement de ce phénomène idéologique en France, en particulier : Raphaël Draï, *Sous le signe de Sion. L'antisémitisme nouveau est arrivé*, Paris Editions Michalon, 2001 ; Georges-Elia Sarfati, *L'Antisionisme. Israël/Palestine aux miroirs d'Occident*, Paris, Berg International, 2002 ; Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Editions Mille et une nuits, 2002 ; Shmuel Trigano (éd.), *Le Sionisme face à ses détracteurs*, Paris, Editions Raphaël, 2003 ; Alain Finkelkraut, *Au nom de l'Autre. Réflexions sur l'antisémitisme qui vient*, Paris, Gallimard, 2003.
26. Il est finement significatif d'une part que le Premier ministre israélien ait été l'invité de la première commémoration de la première année du mandat présidentiel, et tout aussi significatif que cette phrase ait été prononcée en sa présence, lorsque l'on se souvient de la haine « antisioniste » qu'agrégeait sur sa personne le même homme au cours des grandes manifestations des années 2000. Cela augurait, à tout le moins, de la naissance d'une attitude plus nuancée de la France à l'égard de l'Etat d'Israël, sans compter que les crimes djihadistes commis en France, combiné à l'antisionisme des tueurs, ne laissent plus de doute sur leur motivation antijuive.

CHAPITRE

7

L'HOMMAGE RENDU AUX
SYMBLES VIVANTS DE LA DIGNITÉ
ET DE LA LIBERTÉ

Le 75^e anniversaire de la Rafle du Vel' d'Hiv constitue le lieu d'un jugement historique net, qui fait le départ entre le préférable et l'inacceptable, le régime de l'inhumanité et l'humanité éprise de liberté.

Mais à défaut de reconnaître qu'il existe une leçon de l'histoire (car s'il n'y a pas de fatalité du mal, il n'est pas non plus de fatalité du bien), il reste possible de déduire du passé, comme du regard que l'on porte sur lui, une définition fiable de la civilisation :

« (§52) ... défendre notre civilisation, notre histoire, nos peintres, une langue ou une philosophie, c'était refuser de céder au moindre centimètre de cette civilisation, parce que ce qui était en cause ce n'était pas survivre, c'était vivre pleinement, totalement, c'était défendre là, dans chacun de ces endroits cette humanité dont chacune et chacun de ces hommes étaient à ce moment-là les véritables dépositaires ».

La Commémoration de la Rafle du Vel' d'Hiv est donc aussi l'occasion de rendre hommage à toutes celles et ceux qui, par leurs actes et leur sacrifice ou leur engagement, ont rendu possible la victoire contre la plus impitoyable des tyrannies :

Cet hommage est d'abord rendu aux Résistants armés :

« (§14) ... aujourd'hui nous songeons aussi à ceux qui, en 1942, étaient déjà engagés dans la Résistance intérieure ou extérieure et payaient de leur vie leur combat clandestin. Ils furent cette moisson de héros qui sauva la France et son honneur ».

L'hommage est ensuite rendu aux Justes, qui se sont illustrés par *la résistance civile* :

« (§14) Nous songeons aussi à tous ces Français qui offrirent aux Juifs pourchassés un refuge hospitalier, une cachette sûre, et permirent aux trois quarts des Juifs de France de ne pas connaître le sort tragique des rafles du 16 juillet ».

Observons ici que la catégorie de Juste est ramenée, dans cette circonstance, à une référence emblématique : Celle des actes d'humanité ordinaire par lesquels LA justice s'exonère de toute abstraction en se faisant immédiate et concrète :

« (§25) ... ils n'eurent (les enfants rafles) rien en partage que la détresse, sans nourriture, sans eau jusqu'à ce

que le capitaine des pompiers Pierret – plus tard reconnu comme Juste parmi les nations – exige qu'on leur en donne ».

Les Justes rachètent ainsi par l'exemple de leur courage et de leur rectitude l'infamie et la compromission criminelle du Régime de Vichy :

« Nous songeons à tous ces Justes avec fierté, cette fierté qui est devenue depuis le ferment de notre fierté nationale ».

Hommage est encore rendu nominale-ment à Serge Klarsfeld²⁷, dont l'œuvre d'historien et de mémorialiste du génocide donne sa pleine signification au devoir de mémoire. Le travail accompli a permis de réintégrer dans la communauté nationale des victimes autrement bannies : le *Mémorial* leur a rendu leur nom, et les a symboliquement soustraits à la nuit et au brouillard :

« (§24) Le supplice de ces enfants dont Serge Klarsfeld (...) a patiemment retrouvé les visages réunis en un livre qu'on ne lit qu'avec des larmes et une indicible révolte (...) ce ne sont pas seulement aujourd'hui les vôtres, ce sont les nôtres ».

Hommage est aussi rendu aux témoins disparus. Réagissant directement aux écueils de l'oubli comme de la négation de l'histoire, ils se sont tenus avec la vigilance des sentinelles, en portant la

contradiction au négationnisme idéologique, mais aussi en empêchant le refoulement de la mémoire :

« (§46) ... Alors, il trouva face à lui (il s'agit de Louis Darquier de Pellepoix²⁸), à un moment où on se taisait encore beaucoup, s'élevant du quasi silence qu'elle avait observé jusque-là sur ce sujet, la voix intransigeante et souveraine de Simone Veil. Cette même année, Serge Klarsfeld publiait le *Mémorial de la déportation des Juifs de France* ».

Simone Veil²⁹ est encore saluée en qualité d'ancienne présidente du *Comité français pour Yad Vashem*. Il faut ici souligner que le combat résolu contre le négationnisme, d'abord lié à l'action des historiens³⁰ est désormais devenu, grâce à la plus haute représentation de l'Etat, partie intégrante de la philosophie républicaine :

« (§48) (...) ces voix ne s'éteignent pas. Elles ne s'éteignent jamais parce que nous avons décidé qu'elles ne s'éteindront pas ; et nous avons décidé une bonne fois pour toutes que ces voix, leurs voix que certains n'avaient pas voulu entendre pendant tant et tant de décennies, recouvriraient à jamais les propos abjects comme les silences coupables. Leurs voix ne s'éteindront jamais ».

D'autres personnalités, plus ou moins connues du grand public, sont encore évoquées : Samuel Pisar³¹, Elie Wiesel³²,

Jean-Raphaël Hirsch³³, Henri Malberg³⁴. Le discours présidentiel consacre définitivement leur témoignage et le sens de leur combat, qu'il fut historique, pour la mémoire, ou social, pour leurs contemporains.

Le discours présidentiel va aussi consister en un hommage appuyé à certaines personnalités notoires, connues ou non du grand public actuel, et cela achève de faire de ce propos mémoriel une belle contribution pédagogique à destination des nouvelles générations, trop souvent ignorantes de leur propre histoire. Les noms alors évoqués le sont en vertu de leur appartenance au monde des arts, et, par-delà, en qualité de figures exemplaires de la résistance spirituelle à la barbarie :

« (§51) Combien nous serons alors précieux les exemples de ces déportés qui, dans les camps plongés dans la misère radicale, enveloppés dans l'ombre de la mort, se haussèrent au-dessus de l'instinct de survie où on voulait les réduire, pour soigner, nourrir, vêtir leurs compagnons d'infortune ; et parfois même pour peindre et dessiner comme Léon Delarbre³⁵ ou Boris Taslitzky³⁶, pour tenir un journal, comme Etty Hillesum³⁷, pour composer des quatuors et des opéras, comme Germaine Tillon³⁸ et pour donner avec pour seule documentation de leur mémoire des conférences sur Proust, Michel-Ange, les sciences naturelles ».

Il est également remarquable qu'en choisissant de citer ces noms, le Président réaffirme fortement le principe de la citoyenneté française, qu'elle que soit l'origine des personnes. Par-là même, il se fait le défenseur d'une conception élective et non pas « ethnique » de la nation.

Enfin, c'est sur fond d'un ultime hommage, érigé ici en catégorie de sens, que le propos s'engage vers sa conclusion. Toutes les figures saluées, à un titre ou à un autre, ont vécu et combattu au moment de la Shoah – mot désormais entré dans le lexique de la langue française –.

Le souvenir de l'extermination s'est hissé en paradigme de l'inhumain, son appréhension historiographique a nourri bien des travaux et des écrits : recherches historiques, témoignages, et même fictions, cinématographiques comme littéraires. Son événement interroge et met au défi la mémoire, il n'est pas fortuit que ce qui est dit depuis le début de l'allocution s'y rattache, par mille fils invisibles. En tout état de cause, l'éloge présidentiel entend poser une frontière nette entre cet horizon de destructivité et de nihilisme et la célébration de ceux qui, de façon emblématique, représentent « l'humanité intègre » :

« (§53) Nous devons chaque jour, chaque minute être dignes, comme le sont les survivants de la Shoah dont l'exemple nous apporte tant. Parce que notre République, c'est justement

ce projet d'une humanité constamment réinventée, en quête du meil-

leur d'elle-même par la solidarité, par la culture, par l'éducation ».

-
- 27.** Serge Klarsfeld (né en 1935) : Avocat, historien, fondateur en 1979 de l'Association des Fils et filles de déportés juifs de France. Il est à l'origine de la création du Jardin mémorial des enfants du Vél' d'hiv', rue Nélaton, à Paris. Cf. Notamment : *Le combat d'une vie, 25 ans à traquer les nazis*, Serge Klarsfeld, Editions LIBRIO n° 1142, 2015 (il s'agit de la préface du livre *La Traque des criminels nazis*, paru aux éditions Tallandier, en 2013), ainsi que : *Mémoires*, avec Beate Klarsfeld, Le Livre de Poche, 2016.
- 28.** Comme cela est rappelé dans le discours présidentiel, l'ancien responsable du Commissariat aux questions juives, qui se cachait en Espagne, avait déclaré, en 1978, au magazine *L'Express* qu'à Auschwitz, « on n'avait gazé que des poux ».
- 29.** Simone Veil (1927-2017) : Rescapée de l'extermination nazie, elle occupa plusieurs postes ministériels, et fut à l'origine de la « Loi Veil » sur la dépénalisation de l'IVG (1974). Présidente élue du Parlement européen (1979-1982), elle entra en 2008 à l'Académie française. Le lecteur pourra prendre connaissance de ses mémoires : *Une vie*, Paris, Le Livre de Poche, 2009.
- 30.** A commencer par l'un des premiers à avoir donné une analyse rigoureuse du négationnisme : P. Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, Paris, 1987, réédité en 2005, La Découverte.
- 31.** Samuel Pisar (1929-2015) : Rescapé et témoin de la Shoah, il est notamment l'auteur de : *Le sang de l'espoir*, Paris, R. Laffont, 1979, réédité en 2003.
- 32.** Elie Wiesel (1928-2015) : rescapé et grand témoin de la Shoah. Son premier livre, *La nuit* (1957), fit connaître son talent d'écrivain ; il reçut le Prix Nobel de la Paix en 1986.
- 33.** Jean-Raphaël Hirsch (1933-2016) : enfant caché pendant la guerre, il devint à 9 ans agent de liaison. Scientifique engagé pour une médecine démocratique, Il présida le Comité français pour Yad Vashem (2003-2013).
- 34.** Henri Malberg (1930-2017) : Homme politique français, qui se distingua par son engagement communiste en faveur des déshérités. Avec sa famille il échappa à la Rafle du Vel' d'Hiv.
- 35.** Léon Delarbre (1889-1974) : Peintre, résistant déporté, il conserva sur lui les dessins réalisés au cours de sa déportation. Ceux-ci ont été déposés au Musée de la Résistance et de la Déportation de la ville de Belfort.
- 36.** Boris Taslitzky (1911-2005) : Peintre, résistant et déporté.
- 37.** Etty Hillesum (1914-1943) : Mystique d'origine juive, portée au christianisme, victime de l'extermination nazie. Elle est l'auteur d'un important *Journal* ainsi que de *Lettres* qui témoignent de sa hauteur spirituelle.
- 38.** Germaine Tillon (1907-2008) : Ethnologue française, résistante déportée. Elle fut amie avec M. Buber-Neumann, et rédigea la première enquête systématique sur le camp de concentration de Ravensbrück (Le Seuil, Col. « Points/histoire », 1988).

CHAPITRE

8

LE NOUVEAU VISAGE
DE LA RÉPUBLIQUE

Si le discours présidentiel rompt avec le caractère strictement protocolaire de l'institution commémorative, il consacre également une seconde rupture, mais cette fois-ci bien plus significative, avec la conception historique de la vocation républicaine, en affirmant comme une nouvelle prémisse qu'« il ne faut jamais se satisfaire d'une République gestionnaire³⁹ » (§ 54).

La formule est heureuse, tâchons d'en comprendre toute la portée. La signification de cette dernière expression dénote assurément le rejet d'une conception trop fonctionnelle de la gouvernance. Une telle conception, comprise comme la condition d'exercice d'un pouvoir froid, suppose l'indifférence et la seule prise en charge administrative des citoyens. Il n'est pas fortuit que le discours présidentiel mette en cause l'idée par trop restrictive d'une République du nombre et de l'efficacité, puisque l'enjeu de cette commémoration est aussi d'établir *une corrélation entre les notions de démocratie et d'humanité*. A cet égard, le motif de « l'humanité » peut être tenu pour l'une des paroles clefs du discours. Son usage tranche définitivement avec l'indifférence et la froideur fasciste que suppose et qu'appelle l'exercice d'un pouvoir tyranique.

A partir de cet indice, le discours déploie un vaste éventail de propositions, qui occuperont la dernière partie du propos présidentiel. Le discours commémoratif devient ici l'occasion historique d'esquisser les grandes lignes d'une philosophie du lien social renouvelée.

Comme nous l'avons signalé, cette perspective se fonde sur le constat sociologique, que la force d'inertie fait courir à « chaque nation ». Désormais, c'est la contestation de cette tendance lourde qu'il s'agit de questionner, de mettre pratiquement en cause :

« (§55) chaque nation court le risque de devenir somnambule et d'accepter l'inacceptable par habitude, par lassitude ».

Ce constat, érigé en axiome du raisonnement, appelle plusieurs propositions :

D'abord la critique de l'économisme, compris comme la clef des rapports sociaux, susceptible de « justifier », en vertu d'une surdétermination présumée, des situations qui seraient par essence inévitables :

« (§56) C'est ne jamais admettre que les contraintes économiques puissent

conduire au renoncement d'où naissent les pires dérives ».

Ensuite, la critique d'une politique de «laisser faire», qui serait moins ici la juste expression d'un libéralisme bien compris que sa traduction dévoyée en mécanisme d'irresponsabilité à l'égard des conditions symboliques de formation du lien social :

« (§56) C'est ne jamais céder sur l'école, c'est ne jamais céder sur la transmission, c'est ne jamais céder sur la culture, c'est ne jamais céder sur le combat contre l'obscurantisme et l'ignorance (...) ».

Cette double critique, outre un projet de refondation de la vocation démocratique, est ici appelée à s'inspirer d'une tradition humaniste elle-même renouvelée, en regard d'un principe de solidarité intérieur, aussi bien qu'extérieur, mais aussi appelé à se matérialiser au regard d'une conception élargie de la responsabilité en direction du souci écologique⁴⁰ :

« (§57) C'est ne jamais céder non plus sur ce qui nous unit, tous ces projets à hauteur d'humanité que nous offre notre temps : faire vivre la démocratie, secourir les indigents, saisir cette ambition planétaire qu'est la lutte contre le réchauffement, accueillir du mieux possible des réfugiés que la guerre jette sur les routes (...) ».

Un fil rouge articule tous ces motifs,

il prend son point de départ dans la condamnation du fascisme, du racisme et de l'antisémitisme. Dès lors, l'interpellation présidentielle s'épanouit naturellement dans une récusation non moins radicale du terrorisme djihadiste qui ensanglante notre pays depuis plusieurs années :

« (§58) Cette lutte c'est aussi celle que nous menons et que nous continuerons à mener partout ensemble, Monsieur le Premier ministre, contre le terrorisme obscur et le pire des fanatismes, contre tous ceux qui voudraient nous faire oublier tout ce que je viens de rappeler ».

L'ensemble de ces considérations vise l'unité, voire la réunification de toutes les fractions de la population française, autour d'une autorité républicaine solide et soucieuse de faire respecter la devise de la France des Lumières. Le ton est résolu (« nous ne céderons rien », « nous ne laisserons pas », etc.), martial (« cette lutte... »), autant qu'engageant et amical :

« (§60) Ne perdons pas de vue **mes amis** la vocation même de notre pays, celle qui unit tous ses citoyens, qui donne à chacun une place, une dignité, une signification⁴¹ ».

Cette ample formulation est un geste de réelle authentification du référentiel républicain, bien moins rhétorique que programmatique. Le dernier moment

de ce grand discours développe le thème républicain, en valorisant le motif vocationnel. La répétition formulaire distingue particulièrement ce passage, et lui confère une dimension performative⁴² :

« (§61) La République se tient debout

parce qu'elle sait protéger tous ses enfants, la République se tient debout parce qu'elle sait regarder tout son passé, la République se tient debout parce qu'elle ne renonce et ne renoncera à rien de ce qu'elle est et de toutes ces valeurs⁴³ ».

39. C'est nous qui soulignons.

40. Ce développement est une allusion directe aux thèses du philosophe Hans Jonas, exposées dans l'ouvrage : *Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, Col. « Champs », 2003.

41. C'est nous qui soulignons.

42. Rappelons ici que la performativité est une caractéristique de certains énoncés dont la profération constitue de fait l'acte qu'ils désignent : A proprement parler, une énoncé performatif est au sens fort *un acte de parole*.

43. Il n'est du reste pas fortuit que le caractère d'idéal collectif de la République soit enfin célébré par une allusion au poète Paul Eluard, la plupart du temps cité en qualité de poète de la Résistance, pour son texte « Liberté », ici convoqué par association d'idée : « La République se tient debout parce que nous préférons toujours ce « rêve qui veille » dont parlait Eluard ».

CONCLUSION OUVERTURE, PERSPECTIVE

Le discours de Commémoration que nous venons d'analyser constitue donc un évènement de rupture à plusieurs égards. L'occasion commémorative n'y est pas à elle seule son unique fin, mais le cadre de référence à partir duquel la République française, en la personne de son nouveau Président, Monsieur Emmanuel Macron, délimite un nouvel horizon éthico-politique. L'affirmation du fait commémoratif y va de pair avec le développement de plusieurs thématiques qui jusqu'alors n'avaient jamais été aussi explicitement abordées, ni aussi nettement traitées dans semblable contexte.

Si le discours de juillet 2017 s'inscrit bien dans une tradition de prise de parole, déjà bien étayée, il s'enrichit de nouvelles considérations, qui ont non seulement valeur solennellement déclarative, mais également valeur programmatique. Ce discours concrétise une politique de la mémoire, faite de fidélité réaffirmée aux principes intangibles de la République française, mais ici cette affirmation creuse un écart significatif avec les précédents discours prononcés à la même date anniversaire. Plus que celui de ses prédécesseurs, le discours du Président Macron se distingue notamment par plusieurs dimensions critiques, pro-

prement inédites jusque-là.

Le lecteur y distingue d'abord une critique de l'historicité, en particulier de la politique de collaboration pronazie menée par l'Etat français, sous la législation du Régime de Vichy. Cette critique très appuyée conditionne en outre une dénonciation sans appel des ferments idéologiques qui ont rendu possibles, et même acceptables, les énoncés de la propagande collaborationniste (politique de mépris, de violence et d'extermination d'une partie de la population française, ou réfugiée en France). Corrélativement, ce double geste critique s'épanouit en un hommage rendu aux personnalités de la Résistance, et plus particulièrement aux symboles vivants de la résistance spirituelle et culturelle. Ce temps fort du discours présidentiel prépare et appelle la réintégration, dans le souvenir national, des victimes de la collaboration politique.

Plus encore : Par-delà ces incursions thématiques, incontestablement nouvelles, le Président Emmanuel Macron introduit dans son propos un certain nombre de transformations sensibles. Ces transformations concernent notamment l'examen renforcé de la responsabilité du Régime de Vichy. Cette insistance, qu'il

convient de souligner, ouvre sur la mise en perspective du présent et du futur proche de la Nation, à partir de ce retour critique. Le nouveau cadre ainsi esquissé permet d'inclure deux réévaluations de grande importance : Tout d'abord celle de la qualification du racisme et de l'antisémitisme, relativement à la montée des nouveaux périls de notre temps (en particulier ceux que constituent le nouvel antisémitisme, sous couvert d'antisémitisme), ensuite celle de la vocation et

de la mission non seulement politique et morale, mais également humaine de la République française.

Enfin, la force et la puissance de conviction morales de ce discours tient au fait qu'il sait conjoindre la réaffirmation de l'autorité de l'Etat avec une conception active et participative de la société civile, laquelle n'est pas moins garante que l'Etat de la santé et de la vitalité de la vie démocratique.

NOTES DU LECTEUR

Georges-Elia Sarfati

Lorsque l'Union Européenne nous éclaire sur sa « face sombre » : quelques enjeux du projet de Loi-cadre contre la circoncision assimilée à une mutilation sexuelle.

N°27 > décembre 2013
• 40 pages

70 ans du Crif

1944-2014 : Recueil de textes
Hors-série > janvier 2014
• 116 pages

Gérard Fellous

La Laïcité française : l'attachement du judaïsme
N°28 > mars 2014
• 40 pages

Nathalie Szerman

Le Printemps arabe à l'épreuve de l'antisémitisme : y a-t-il un avant et un après ?
N°29 > mai 2014
• 36 pages

Jacques Tarnéro

Antisémitisme / Antisionisme
Mots, masques, sens, stratégie, acteurs, histoire
N°30 > juin 2014
• 48 pages

Sandrine Szwarc

Intellectuels juifs et chrétiens en dialogue
N°31 > octobre 2014
• 32 pages

Gérard Fellous

L'État Islamique (DAECH), cancer d'un monde arabo-musulman en recomposition
N°32 > novembre 2014
• 52 pages

Michaël de Saint-Cheron

Le Messianisme comme réponse à l'antisémitisme
N°33 > décembre 2014
• 40 pages

Valérie Igounet

Le négationnisme : histoire d'une idéologie antisémite (1945 - 2014)
N° 34 > février 2015
• 32 pages

Maxime Perez

L'opération « Bordure protectrice » à Gaza : Journal d'une guerre de 100 jours
N° 35 > mai 2015
• 44 pages

Anne Quinchon-Caudal

Vers une Internationale blonde
Le racisme supra-national en Europe et aux États-Unis dans la première moitié du XX^e siècle
N° 36 > juillet 2015
• 40 pages

Pierre-André Taguieff

La vague complotiste contemporaine : un défi majeur
N° 37 > septembre 2015
• 40 pages

Johann Chapoutot

Le « Droit » nazi, une arme contre les Juifs
N° 38 > octobre 2015
• 52 pages

Valérie Igounet & Stéphane Wahnich

FN : une duperie politique
N° 39 > novembre 2015
• 56 pages

Jacques Tarnéro

Migrations contemporaines du récit sur le « signe juif »
Entre fascination, admiration, condamnation. Une question irrecevable
N° 40 > mars 2016
• 56 pages

Sandrine Szwarc

La culture (juive)
a-t-elle un avenir en France ?
N° 41 > juin 2016
• 64 pages

Eric Keslassy

Comprendre la guerre des mémoires
N° 42 > octobre 2016
• 46 pages

Jean-Philippe Moinet

L'identité nationale, c'est la république !
Les cinq piliers républicains qui font le socle, à consolider, de l'identité française.
N° 43 > janvier 2017
• 48 pages

Nathalie Szerman

Retour sur les principes guerriers fondamentaux du Hamas et leur transmission par le biais de la chaîne télévisée Al-Aqsa
N° 44 > mars 2017
• 44 pages

Michaël de Saint-Cheron

Le dialogue de malraux avec le peuple juif, « parrain de l'Europe »
N° 45 > juillet 2017
• 44 pages

Salomon Malka et Victor Malka

« L'exception marocaine ? »
N° 46 > octobre 2017
• 52 pages

Anne Le Diberder

À la conquête de la modernité les peintres juifs à Paris
N° 47 > janvier 2018
• 40 pages

Annick Duraffour et Pierre-André Taguieff

Céline contre les juifs ou l'école de la haine
N° 48 > mars 2018
• 60 pages

LES ÉTUDES DU CRIF

Imprimé en Juillet 2018 / ISSN 1762-360 X

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marc Knobel

COMITÉ ÉDITORIAL

Jean-Pierre Allali

Georges Bensoussan

Yves Chevalier

Roger Cukierman

Patrick Desbois

Robert Ejnes

Antoine Guggenheim

Mireille Hadas-Lebel

Francis Kalifat

Serge Klarsfeld

Joël Kotek

Éric Marty

Jean-Philippe Moinet

Richard Prasquier

Dominique Reynié

Michaël de Saint-Chéron

Georges-Elia Sarfati

Pierre-André Taguieff

Jacques Tarnéro

Yves Ternon

CONCEPTION & ICÔNOGRAPHIE

Yellowweb

CONSEILLER JURIDIQUE

Maître Pascal Markowicz

COORDINATION

Yoar Level

CORRECTRICE

Myriam Ruszniewski

IMPRESSION

ICL

EN PARTENARIAT AVEC

Le Collège des Bernardins

Fondation pour l'Innovation Politique - Fondapol

Le Cercle de la Licra - Réfléchir les droits de l'Homme

La Revue Civique

«Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism» de l'Université hébraïque de Jérusalem

ET AVEC LE SOUTIEN DE

• *La Fondation pour la Mémoire de la Shoah*

Crif

Conseil représentatif
des institutions juives de France

POUR TOUTE CORRESPONDANCE

39 rue Broca 75005 Paris

site web : www.crif.org

email : infocrif@crif.org

Juillet 2018
Prix : 10 €